



RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

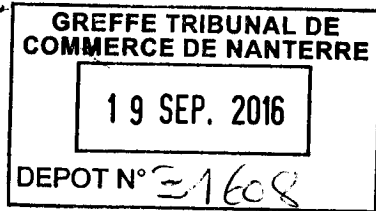
REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1985 B 00051
Numéro SIREN : 331 408 336
Nom ou dénomination : NEURONES

Ce dépôt a été enregistré le 19/09/2016 sous le numéro de dépôt 31608



NEURONES

Société Anonyme au capital de 9.692.551,20 €
Siège social : 205, avenue Georges Clemenceau
92000 NANTERRE

331 408 336 R.C.S. NANTERRE

**Procès-verbal de la délibération du
Conseil d'Administration du 7 septembre 2016**

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE NANTERRE

Le 08/09/2016 Bordereau n°2016/1 192 Case n°6

Ext 8182

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent des impôts

Official stamp: **COMMISSAIRE AUX COMPTES**
Stamp text: **COMMISSAIRE AUX COMPTES**
Stamp text: **COMMISSAIRE AUX COMPTES**

L'an deux mil seize, le 7 septembre à 12 heures, les membres du Conseil d'Administration de la société NEURONES se sont réunis au siège social, sur convocation du Président du Conseil d'Administration, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Arrêté des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2016,
- Constatation et approbation de l'augmentation de capital résultant de l'exercice des stock-options entre le 1^{er} janvier et le 10 juillet 2016,
- Révision du règlement intérieur du Conseil,
- Politique en matière d'égalité professionnelle et salariale hommes-femmes,
- Revue de la cartographie des risques,
- Questions diverses.

Sont présents :

- | | |
|----------------------------------|---|
| - Monsieur Luc de CHAMMARD | Président du Conseil d'Administration |
| - Monsieur Bertrand DUCURTIL | Administrateur, Directeur général délégué |
| - Madame Marie-Françoise JAUBERT | Administrateur |
| - Monsieur Hervé PICHARD | Administrateur |
| - Monsieur Jean-Louis PACQUEMENT | Administrateur |
| - Host Développement SAS | Administrateur, représentée par Madame Daphné de CHAMMARD |

Le Conseil, réunissant la présence effective d'au moins la moitié de ses membres, peut valablement délibérer.

BM&A et KPMG S.A, commissaire aux comptes, sont présents.

Monsieur Luc de CHAMMARD prend la présidence de la séance.

1. ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2016

Le Président présente aux membres du Conseil les comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2016.

Il en détaille les principaux postes et souligne notamment les points suivants :

- le chiffre d'affaires s'élève pour le premier semestre 2016 à 221,5 millions d'euros, contre 195,5 millions d'euros pour le premier semestre 2015, soit une croissance de 13,3%,
- le résultat opérationnel s'élève à 19,1 millions d'euros, à comparer aux 16,8 millions d'euros du premier semestre 2015, soit une hausse de 13,7 %. Il représente 8,6 % du chiffre d'affaires, taux identique à celui de la même période de 2015,
- enfin, le résultat net part du groupe s'élève à 10,9 millions d'euros, contre 9,7 millions d'euros pour le premier semestre 2015, soit une croissance de 12,4 %.

Les Commissaires aux comptes sont sollicités pour faire leurs commentaires. Ils indiquent ensuite qu'ils remettront leur attestation.

Puis, le Président présente aux membres du Conseil un compte-rendu des différentes activités du groupe.

Après en avoir délibéré, le Conseil approuve les comptes tels qu'ils lui sont présentés et établit son rapport financier sur les comptes semestriels au 30 juin 2016. Il sera publié avec les comptes semestriels consolidés.

2. AUGMENTATION DE CAPITAL RESULTANT DE L'EXERCICE DES STOCK-OPTIONS ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 10 JUILLET 2016

Il est précisé par le Président que le dernier plan d'options de souscription d'actions (stock-options) encore en vigueur au 1^{er} janvier 2016 (plan n°3 décidé par le Conseil du 11 juillet 2001) a expiré le 10 juillet 2016.

Au titre de ce plan, entre le 1^{er} janvier et le 10 juillet 2016, 12 bénéficiaires ont exercé 12.484 options au prix de 3,80 euros dont 0,40 euro de valeur nominale et 3,40 euros de prime d'émission.

Conformément aux pouvoirs conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 novembre 1999 au Conseil d'Administration, ce dernier constate la création de 12.484 actions nouvelles donnant lieu à une augmentation du capital social de 4.993,60 euros, et une augmentation de la prime d'émission de 42.445,60 euros.

Le capital social au 11 juillet 2016 passe ainsi de 9.692.551,20 euros à 9.697.544,80 euros et est désormais constitué de 24.243.862 actions.

Les statuts sont modifiés en conséquence.

Après en avoir délibéré, le Conseil approuve l'augmentation de capital et ses modalités.

3. REVISION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL

Le Président rappelle que depuis la publication des différents Codes de gouvernement d'entreprise, Neurones se réfère au Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites publié par MiddleNext, à l'exception du sujet de la rémunération des dirigeants pour lequel la société avait choisi de se référer au Code publié par l'Afep-Medef. Dans son rapport publié en novembre 2015 sur le gouvernement d'entreprise et la rémunération des dirigeants des sociétés cotées, l'AMF considère que la référence à un Code pour certains thèmes seulement (comme la rémunération des dirigeants), n'emporte pas déclaration d'adhésion à un Code. Elle conclut que les sociétés qui procèdent ainsi choisissent par défaut de ne se référer à aucun Code au sens de la Loi. Elle les incite donc ou à se référer totalement à un Code ou à indiquer clairement l'absence de référence à un Code et à expliquer cette décision de manière circonstanciée.

Le Conseil décide ainsi à compter de l'exercice courant de se référer à l'ensemble des recommandations du Code MiddleNext, y compris celles concernant la rémunération des dirigeants.

En outre certaines recommandations du Code MiddleNext relatives au règlement intérieur du Conseil n'étaient pas suivies dans la première version adoptée par le Conseil en 2010. Le Conseil a donc décidé d'adopter un nouveau règlement plus conforme aux recommandations du Code MiddleNext et plus précis sur certains des sujets abordés.

Après en avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité les dispositions susmentionnées et une nouvelle version du règlement intérieur tel qu'annexée au présent procès-verbal.

4. POLITIQUE EN MATIERE D'EGALITE PROFESSIONNELLE ET SALARIALE

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-1 du Code de commerce, le Président présente la politique de la société en matière d'égalité professionnelle et salariale hommes-femmes à fins de délibération.

Le Président rappelle tout d'abord que l'informatique demeure toujours un secteur majoritairement masculin en France. L'étude sociodémographique publiée en avril 2009 par l'Observatoire Paritaire des Métiers de l'Informatique, de l'Ingénierie, des Etudes et du Conseil montre que les femmes ne représentaient que 28% des quelque 300.000 salariés du secteur informatique, toutes fonctions confondues. Elles étaient encore moins nombreuses à des postes d'ingénieurs.

Malgré ce constat, les membres du Conseil reconnaissent que la mixité dans les emplois et l'égalité salariale sont sources de complémentarité, d'équilibre social et d'efficacité économique.

Le Président rappelle l'engagement de la société sur le fait que chaque processus de recrutement, interne ou externe, se déroule dans les mêmes conditions pour les femmes et pour les hommes afin que les choix ne résultent que de l'adéquation entre la qualification des candidat(e)s et les compétences requises pour l'emploi proposé.

A cet effet, les offres d'emploi internes ou externes sont rédigées de manière à ce qu'elles s'adressent indifféremment aux femmes et aux hommes.

De même, afin de parvenir à une représentation équilibrée des femmes et des hommes à tous les niveaux, la société s'engage à donner aux femmes et aux hommes, à compétences égales, accès aux mêmes emplois, quel qu'en soit le niveau de responsabilités, et aux mêmes possibilités de promotion et d'évolution professionnelle.

Ainsi la société assure un égal accès aux formations aux femmes et aux hommes permettant les mêmes perspectives d'évolution professionnelle et d'accès à des postes à responsabilité.

Les critères de détection des potentiels internes, d'évaluation professionnelle et d'orientation de carrière sont identiques pour les femmes et pour les hommes et fondés exclusivement sur la reconnaissance des compétences, de l'expérience et de la performance.

Le Président rappelle que le principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un même niveau de formation, de responsabilité et de compétences constitue l'un des fondements de l'égalité professionnelle. Ainsi, la société s'engage à garantir un niveau de salaire à l'embauche équivalent entre les hommes et les femmes, fondé uniquement sur le niveau de formation, d'expériences et de compétence requis pour le poste.

Les membres du Conseil souhaitent rappeler le principe d'égalité de traitement entre les salariés travaillant à temps plein et ceux travaillant à temps partiel en terme de carrière et de rémunération.

La société s'engage ainsi à ce que les salariés travaillant à temps partiel, le cas échéant, bénéficient des mêmes évolutions de rémunération et de carrière que les salariés à temps plein. Par ailleurs, elle s'attache à veiller à ce que l'organisation et la charge de travail d'un salarié à temps partiel soient compatibles avec son temps de travail.

Après en avoir délibéré, le Conseil approuve l'ensemble des dispositions susmentionnées.

5. CARTOGRAPHIE DES RISQUES

Le Président rappelle qu'étant données la taille du groupe et son organisation, le Conseil n'a pas souhaité mettre en place un comité d'audit. Néanmoins les principales attributions de ce dernier seront couvertes par le Conseil notamment par la revue des travaux de contrôle interne.

L'actualisation de la cartographie des risques, lancée en 2013, s'est poursuivie courant 2016. Cette cartographie consiste à recenser dans chaque filiale les processus à risques suivant quatre thèmes principaux :

- les risques d'avant-vente et d'exécution des contrats,
- les risques de facturation et de recouvrement,
- les risques sur les achats et règlements,
- les autres risques.



Les entretiens menés depuis 2013 n'ont pas relevé d'anomalies majeures dans les processus.

Après en avoir délibéré, le Conseil approuve ces dispositions.

Le Conseil donne tous pouvoirs au Président afin d'exécuter les présentes décisions et accomplir les formalités nécessaires.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un Administrateur.

LE PRESIDENT

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' followed by a long horizontal stroke that curves upwards at the end.

UN ADMINISTRATEUR

A handwritten signature in black ink, featuring a circular initial followed by a vertical stroke and a diagonal stroke.

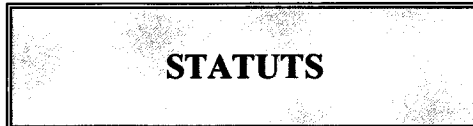
Certifié conforme à l'original
J L

NEURONES

Société Anonyme au capital de 9.697.544,80 Euros
Siège social : Immeuble « le Clemenceau » - 205 avenue Georges Clemenceau
92000 NANTERRE

331 408 336 R.C.S. NANTERRE

*Les présents statuts ont été mis à jour suite au Conseil d'Administration
en date du 7 septembre 2016*



ARTICLE 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après et de celles qui pourront être créées par la suite, une société anonyme française régie par la loi du 24 juillet 1966 ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - Dénomination

La dénomination sociale de la Société est :

NEURONES

ARTICLE 3 : Objet

La Société a pour objet en France, dans les départements d'Outre Mer et à l'étranger :

Toutes les opérations pouvant concerner directement ou indirectement : le conseil, la conception, la fabrication, le développement, la mise en œuvre, l'installation, le support, l'exploitation, la distribution de tout système informatique et électronique, tant au plan des services que des logiciels, applications et matériels, et de façon générale toute opération liée au traitement de l'information, de communication et de formation.

En vue de réaliser son objet, la société pourra :

- traiter, sous-traiter, représenter et commissionner,
 - importer et exporter,
 - posséder, acquérir, louer, aménager, équiper, transformer tous immeubles, chantiers, dépôts, magasins
 - prendre tous intérêts et participations par tous modes de concours ou d'intervention dans toutes entreprises similaires ou susceptibles de favoriser le développement de ses affaires,
- et, en général, réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé à : NANTERRE (92), Immeuble « le Clemenceau » 205, avenue Georges Clemenceau.

Il pourra être transféré à tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, ou partout ailleurs par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

ARTICLE 5 - Durée de la Société

La durée de la Société est fixée à 99 années à dater de son immatriculation au registre de Commerce et des Sociétés. Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, elle peut être prorogée une ou plusieurs fois, sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans, ou être dissoute par anticipation.

ARTICLE 6 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 9.697.544,80 euros. Il est divisé en 24.243.862 actions de 0,40 euro chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

ARTICLE 7 - Forme des actions

1) Les actions sont au choix de l'actionnaire nominatives ou au porteur, mais dans le dernier cas, sous réserve que la société remplisse les conditions prévues par la législation en vigueur.

2) Lorsque la Société remplit les conditions prévues par la législation en vigueur pour que les actions soient au choix de l'actionnaire nominatives ou au porteur, la Société est alors autorisée à demander, auprès de la Société Interprofessionnelle pour la compensation des valeurs mobilières (SICOVAM), l'identité des Actionnaires qui sont titulaires de titres au porteur.

ARTICLE 8 - Droits attachés à chaque action

1) Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

2) Chaque action donne droit à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions

existantes, de l'actif social, des bénéfices et du boni de liquidation.

3) Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

4) Toutes les actions qui composent ou composeront le capital social seront assimilées en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts ou taxes, qui pour quelque cause que ce soit, pourraient devenir exigibles en cas de remboursement du capital, soit au cours de l'existence de la société, soit lors de sa liquidation, seront répartis uniformément entre toutes les actions composant le capital, de manière que la somme attribuée à chacune de ces actions soit pour toutes la même, compte tenu toutefois du montant nominal de chacune d'elles.

ARTICLE 9 - Cessions d'actions

1/ Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration.

2/ La demande d'agrément est notifiée à la Société par le cédant dans les conditions législatives et réglementaires. De même, le Conseil d'Administration statue sur cette demande d'agrément dans les conditions législatives et réglementaires.

3/ Toutefois au cas où les actions de la société seraient admises à la cote d'un marché réglementé, la présente clause d'agrément deviendrait automatiquement caduque et la cession des actions s'effectuerait alors librement.

ARTICLE 10 - Libération des actions

1) Le montant des actions émises à titre d'augmentation de capital et à libérer en espèces est exigible dans les conditions arrêtées par le Conseil d'Administration.

2) Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs et actionnaires quinze jours avant la date fixée pour chaque versement par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire ou par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du siège social.

3) Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraînera, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux de 5 % l'an par chaque jour de retard, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 - Administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration qui détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'Actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.



Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le Conseil d'Administration, nommé conformément à la loi, est composé de trois à dix-huit membres, ce dernier chiffre pouvant être augmenté dans les conditions prévues par la loi.

Pendant la durée de son mandat, chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins.

Les administrateurs sont nommés pour une année et sont rééligibles.

Les fonctions d'un Administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

ARTICLE 12 - Délibération du Conseil d'Administration

Les Administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement. Les réunions du Conseil peuvent être tenues en tout lieu choisi par l'auteur de la convocation.

Un Administrateur peut se faire représenter par un autre Administrateur à une séance du Conseil d'Administration. Toutefois, un Administrateur ne peut disposer pour une même séance que d'une seule procuration ainsi donnée. Sauf lorsque le Code du Commerce exige la présence effective ou par représentation des Administrateurs, ceux-ci peuvent participer aux réunions du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence, dans des conditions conformes à la réglementation.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la Loi.

ARTICLE 13 - Rémunération des Administrateurs

Le Conseil d'Administration répartit librement entre ses membres le montant des jetons de présence qui peuvent lui être alloués par l'Assemblée Générale.

Il peut être alloué aux Administrateurs, par le Conseil d'Administration, des rémunérations exceptionnelles dans les cas et conditions prévues par la loi.

ARTICLE 14 - Président et Directeurs Généraux

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président.

Le Président représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

La Direction Générale de la société est assumée sous sa responsabilité soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit librement à la majorité de ses membres entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale et peut à tout moment à la majorité de ses membres, modifier son choix.

Le Conseil d'Administration peut nommer dans les conditions légales une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister, soit le Président s'il assume les fonctions de Directeur Général, soit le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué. Le nombre de Directeurs Généraux Délégués ne peut pas dépasser cinq.

Les pouvoirs du Président du Conseil d'Administration s'il assure la Direction Générale, et ceux du Directeur Général, sont ceux prévus par la loi.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ses pouvoirs peuvent être limités par décision du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration détermine dans les conditions légales, l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués. Les Directeurs Généraux Délégués disposent à l'égard des tiers les mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

ARTICLE 15 - Commissaires aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

ARTICLE 16 – Information à donner sur les participations

1) Si les actions de la Société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, tout actionnaire doit satisfaire aux obligations d'informations prescrites par les articles 356-1 et 356-2 de la loi du 24 juillet 1966, au cas où agissant seul ou de concert, il vient soit à posséder, soit à ne plus posséder un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote de la société. A défaut d'avoir été régulièrement déclarées, les actions excédant la fraction soumise à déclaration sont privées du droit de vote, pour toute assemblée qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'ont pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

2) Si les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, tout actionnaire est de plus tenu à une obligation supplémentaire d'informations portant aux fractions sur la détention de fractions du capital social au moins égal à 2 % du capital ou des droits de vote. Cette obligation d'informations supplémentaires porte sur la détention de chacune de ces fractions de 2 % du capital ou des droits de vote.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans lesdites conditions, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, sur demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaire(s) détenant une fraction du capital ou des droits de vote au moins égale à la plus petite fraction du capital dont la détention doit être déclarée. Ce pourcentage ne peut toutefois être supérieur à 5 %.

ARTICLE 17 - Assemblées d'Actionnaires

- 1) Les Assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.
- 2) Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.
- 3) Tout propriétaire d'actions, depuis cinq jours au moins avant l'assemblée, peut assister ou se faire représenter à l'assemblée sur simple justification de son identité et d'une inscription en compte de ses actions au moins 5 jours avant la réunion de l'Assemblée Générale, sous la forme soit d'une inscription nominative soit du dépôt dans le même délai aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation, du certificat d'un intermédiaire agréé constatant l'indisponibilité des actions inscrites jusqu'à la date de l'assemblée .
- 4) Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.
- 5) Les procès-verbaux d'Assemblée sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi.
- 6) Les actionnaires peuvent également voter par correspondance dans les conditions légales. Pour pouvoir être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance doivent avoir été reçus par la société trois jours au moins avant la date de la réunion.
- 7) Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées, pour lesquelles il sera justifié d'une inscription depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré, dès leur émission, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double ; néanmoins le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de quatre ans, s'il est en cours. La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci le prévoient.

ARTICLE 18 - Comptes sociaux

- 1) Chaque exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.
- 2) Le bénéfice ou la perte de l'exercice est constitué par la différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et provisions, telle qu'elle résulte du compte de résultat.
- 3) Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait d'abord un prélèvement de cinq pour cent au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.
- 4) S'il existe un solde disponible, l'Assemblée Générale décide, soit de le distribuer, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation et l'emploi.
- 5) Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'Assemblée Générale peut

décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

6) L'Assemblée générale a la faculté d'accorder aux actionnaires, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende, mis en distribution, une option entre le paiement du dividende ou de l'acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

ARTICLE 19 - Dissolution

1) A la dissolution de la Société décidée par Assemblée Extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires aux conditions de quorum et de majorité prévue pour les Assemblées Générales Ordinaires. Ces nominations mettent fin aux mandats des administrateurs et des commissaires aux comptes.

2) Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créances et répartir le solde disponible.

3) Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 20 - Contestations

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et les Actionnaires, soit entre les Actionnaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

